

SOUS LE FEU DE L'EMBALLEMENT CLIMATIQUE

Cet été affiche nos vulnérabilités face au défi climatique pendant qu'une partie de l'opinion et des classes dirigeantes continuent de nier la réalité du réchauffement en désignant des boucs émissaires.

Entre la canicule et les incendies, les interprétations improbables ont succédé aux raccourcis dans un débat estival loin de la rigueur. L'emballlement illustre cette pratique à nier les faits en désignant des responsables, écologistes et autres urbains, au lieu de rechercher des solutions.

Des faits incontestables

Qu'on le veuille ou non au départ, il y a le climat et le ciel ! Notre pays se situe au centre d'une canicule et d'une sécheresse principalement fixées sur l'Ouest européen. Les experts s'accordent sur le rôle du réchauffement climatique à l'origine de ce phénomène, mais en revanche la multiplication des canicules inquiète encore plus.

Concrètement, ça brûle partout, beaucoup dans le Var et Les Landes mais également à Gennetines, Franchesse ou Noyant. Des maisons d'habitations partent en fumée, d'autres pour échapper aux flammes nécessitent une mobilisation inédite des pompiers avec certaines situations quasiment hors de contrôle. En même temps, la hausse des températures se poursuit dans les océans avec des conséquences sur les écosystèmes et les vies humaines.

Accusations

Le débat s'est d'emblée compliqué, alimenté par la surprenante persistance de climatoscepticisme et d'analyses farfelues pour, avant de comprendre la situation, désigner des coupables, par exemple ceux qui ne connaîtraient rien de la campagne, de la nature de l'agriculture ou des forêts ! D'abord en sourdine, puis relayée sur les réseaux sociaux la petite musique est montée en puissance bien au-dessus de la fumée des Landes et du Var : « *La responsabilité des canicules et incendies est due aux écologistes* ». N'a-t-il pas été nécessaire que des scientifiques réaffirment haut et fort que les forêts ne brûlent pas à cause des écologistes et encore

moins de la biodiversité pour que le débat redescende d'un cran tout en continuant de s'enflammer sur les réseaux sociaux et au comptoir des cafés du commerce. La gestion des forêts, des sols de l'eau et l'adaptation aux conditions climatiques relèvent de multiples intervenants : l'état, les collectivités territoriales ou locales, les professionnels et les agriculteurs, les citoyens sur des sujets où les écologistes puisqu'il faut les appeler ainsi ne font que donner leur avis.

Mais qui sont-ils ces écologistes ? Sandrine, Marine, Aymeric et autres urbains qui à l'Assemblée Nationale ou à la télé ont provoqué l'agacement ? Admettons volontiers que certaines de leurs préconisations ont de quoi surprendre. Mais pourquoi ne pas s'intéresser aux citoyens anonymes défenseurs de l'environnement inquiets. Sont-ils de dangereux militants d'une société rigoriste ces jardiniers sans légumes, ces pêcheurs sans eau, ces maraîchers préoccupés par l'avenir de leur planète et de leur terre qui brûle ?

Sans doute peut-on reprocher à l'écologie politique son radicalisme sur des sujets non prioritaires, ses injonctions, son éloignement des réalités de terrain ou encore une certaine ignorance des contraintes économiques et humaines pour aborder les transitions. Mais en quoi les citoyens préoccupés de l'avenir de leur planète seraient ils responsables du dérèglement climatique ?

L'agriculture inquiète pour son avenir

Une image devenue cliché incite à la réflexion. Celle de la campagne des présidentielles de 1974, avec le premier candidat dit écologiste, René Dumont, sur les plateaux télé devant un verre pour expliquer que l'eau constituerait l'enjeu des prochaines décennies. Ingénieur agronome, issu d'une famille de paysans des Ardennes, nourri d'une expérience mondialiste, René Dumont pointait l'épuisement des ressources et l'évolution du climat.

Inquiète pour son avenir, l'agriculture n'a pas besoin de solution à l'emporte-pièce dans un contexte où même arroser la nuit ne sert à rien sous une telle canicule. Toutes les filières sont impactées : chute de la production pour les légumes et les céréales, manque de fourrage, vendanges avant le 15 août...

L'heure n'est plus à parler d'autoriser ou interdire la chasse au canard dans les étangs de l'Allier pas plus de ne plus manger de viande charolaise ou encore à railler les consommateurs de quinoa mais bien à réagir à un phénomène dangereux pour notre avenir et à adapter les modes de production.

Après des années et des années d'investissements annulés, d'orientations abandonnées, le débat consiste à adapter notre pays au changement climatique, réalité physique, sanitaire et économique tout en redoublant d'effort sur l'essentiel à savoir réduire les gaz à effet de serre.

Jean-Yves VIF

Ancien rédacteur en chef de La Montagne

